



PREFET DU PAS-DE-CALAIS

PREFECTURE
DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES
BUREAU DES PROCEDURES D'UTILITE PUBLIQUE
Section Installations Classées
DAGE - BPUP - IC- FB - N° 2013-87

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Commune d'HESDIN L'ABBE

SOCIETE DELPIERRE Mer et Tradition



LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 26 janvier 2012 portant nomination de M. Denis ROBIN, en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2004 autorisant la Société DELPIERRE Mer et Tradition à exploiter une usine de fabrication de conserves de poissons située dans la Zone Industrielle de Landacres à HESDIN L'ABBE ;

VU le rapport de visite de l'Inspection des installations classées en date du 29 janvier 2013 ;

VU la lettre de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 29 janvier 2013 informant la Société DELPIERRE Mer et Tradition de la proposition de mise en demeure ;

Considérant que lors de la visite du 07 décembre 2012, l'inspection des installations classées a constaté le non respect des dispositions des articles 18.5 (surveillance des rejets atmosphériques des 3 chaudières de combustion), 20.4 dernier alinéa (surveillance des niveaux acoustiques) et 25.1 (plan de secours) de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2004 ;

Considérant qu'il convient de mettre en demeure la Société DELPIERRE Mer et Tradition de respecter ces dispositions ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er}

La Société DELPIERRE Mer et Tradition, dont le siège social est situé dans la Zone Industrielle de Landacres à HESDIN L'ABBE, est mise en demeure, pour la poursuite de ses activités exercées à l'adresse précitée, de respecter les dispositions des articles 18.5, 20.4 dernier alinéa et 25.1 de l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2004, sous 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article R.514-3-1 du Code de l'Environnement :

- la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de LILLE,
- le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et d'un an pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 3 : PUBLICITE

Une copie du présent arrêté est déposée en Mairie d'HESDIN- L'ABBE et peut y être consultée.

Cet arrêté sera affiché en Mairie d'HESDIN-L'ABBE pendant une durée minimale d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire de cette commune.

ARTICLE 4 : EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Sous-Préfet de BOULOGNE-SUR-MER, l'Inspecteur des Installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société DELPIERRE Mer et Tradition dont une copie sera transmise à M. le Maire d'HESIN L'ABBE.

ARRAS, le 21 MARS 2013
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général Adjoint en charge
de la cohésion sociale,



[Signature]
Eric CHOUCHKAIEFF

Copies destinées à :

- Sté DELPIERRE Mer et Tradition – ZI de Landacres à HESDIN L'ABBE (62360) ;
- Sous-Préfet de BOULOGNE-SUR-MER ;
- Mairie d'HESDIN-L'ABBE ;
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Inspecteur des Installations Classées à LILLE ;
- Affichage ;
- Dossier ;
- Chrono.
- Unité